



Les effets des prescriptions sur les pratiques de consommation alimentaires : rôle des positions dans la trajectoire de vie et des ressources sociales

Sandrine Barrey, Sophie Dubuisson-Quellier, Severine Gojard, Marie Plessz

► To cite this version:

Sandrine Barrey, Sophie Dubuisson-Quellier, Severine Gojard, Marie Plessz. Les effets des prescriptions sur les pratiques de consommation alimentaires : rôle des positions dans la trajectoire de vie et des ressources sociales. Gouverner les conduites économiques, Centre de Sociologie des Organisations (CSO). Paris, FRA., Jun 2012, Paris, France. pp.37. hal-01191182

HAL Id: hal-01191182

<https://hal.science/hal-01191182>

Submitted on 1 Sep 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**Journées « Gouverner les conduites économiques »
18-20 juin 2012**

Les effets des prescriptions sur les pratiques de consommation alimentaires : rôle des positions dans la trajectoire de vie et des ressources sociales

Sandrine Barrey, Sophie Dubuisson-Quellier, Séverine Gojard et Marie Plessz

Notre contribution se propose d'analyser les effets des formes de gouvernement des conduites des consommateurs sur les pratiques de consommation alimentaire. Ce gouvernement est distribué entre les normes sociales qui s'imposent aux individus, les instruments de l'action publique visant à produire des injonctions spécifiques pour réguler les effets des conduites individuelles sur le collectif, mais aussi les prescriptions construites par les acteurs économiques et les « entrepreneurs de morale » (Becker, 1963) qui cherchent à canaliser les choix de consommation et à édicter des normes de pratiques. Selon la position des consommateurs dans leur trajectoire de vie et dans l'espace social, leur exposition à ces différentes formes de gouvernement varie, tout autant que leurs dispositions à les mettre en application. L'évaluation des effets de cette gouvernance pose alors des séries de problèmes méthodologiques pour les isoler et tenter de les mesurer. Elle rouvre également le débat qui oppose les tenants d'une approche par les structures à ceux qui envisagent la capacité des trajectoires de vie à restituer ce qui relève de l'action individuelle (Passeron, 1989).

Il nous semble toutefois possible de progresser sur la question des effets en adoptant une approche qui croise deux types de perspectives d'une part, et deux types de méthodologies d'autre part. Sur le plan théorique, nous proposons de croiser une approche par les normes, capable de rendre compte de formes de structuration collective qui s'exercent sur les conduites des individus, avec une approche par les trajectoires qui restitue cette fois le cheminement des processus biographiques. La notion de « bifurcation » (Hughes, 1996), ou celle de « point d'inflexion » (Abbott, 2001) nous permettrait alors d'interroger les conditions dans lesquelles des moments spécifiques dans les trajectoires individuelles des consommateurs fournissent à ceux-ci les conditions de réinterroger leur rapport aux normes. Sur le plan méthodologique, nous avons croisé une approche quantitative (à partir de l'analyse secondaire de données d'achat et d'opinion), capable de restituer les grandes lignes de la structuration des pratiques de consommation alimentaire, avec une approche qualitative centrée sur les parcours biographiques d'un petit nombre de responsables des achats.

Le volet quantitatif de cette recherche repose sur une analyse secondaire de données d'opinion et d'achat provenant du panel Kantar Worldpanel 2007¹. Ces données fournissent, pendant un an, l'ensemble des achats alimentaires d'environ 7000 ménages, ainsi que des réponses à une centaine de questions d'opinion dont certaines permettent d'appréhender la sensibilité des panélistes aux allégations présentes sur les produits, ou de décrire la manière dont ils font leurs courses. On peut ainsi articuler les pratiques d'achats, les préoccupations des ménages et leurs caractéristiques sociodémographiques. Cela nous a permis d'analyser précisément la consommation de certains produits qui nous semblaient emblématiques, comme les laitages allégés (norme diététique hostile aux produits gras), les légumes (norme nutritionnelle), les produits bio (norme environnementale), les salades en sachets (norme nutritionnelle – légumes – mais contraire aux normes environnementales). Pour analyser la consommation de ces produits spécifiques, nous avons réalisé des régressions logistiques (prédisant la probabilité de consommer en fonction des caractéristiques du ménage). Par ailleurs, en procédant à une analyse des correspondances multiples (ACM), nous avons confronté des opinions déclarées, les caractéristiques des ménages, et la fréquence des achats de produits biologiques ou allégés. Cette ACM a permis de construire une typologie des ménages par une méthode de classification ascendante hiérarchique, mettant en évidence une logique de configurations particulières qui cristallisent des comportements différents et relativement stables (Abbott, 2001).

Le volet qualitatif repose sur une enquête conduite auprès d'une trentaine de foyers et mobilisant différentes méthodologies. Des entretiens biographiques ont permis de retracer les pratiques alimentaires tout au long de la trajectoire des individus. Une autre partie de l'entretien, qui pouvait être conduit en deux temps, permettait d'identifier les ressources mobilisées par les acteurs dans leurs choix alimentaires, les questions portaient alors moins sur leur trajectoire que sur leurs pratiques alimentaires : les modes d'approvisionnement, les modes de préparation et de consommation des repas, la coordination intra-familiale. Enfin, lorsque les enquêtés y consentaient, ces deux recueils de données pouvaient être complétés par le suivi d'un approvisionnement et la conduite d'un entretien après que l'enquêté avait tenu pendant une quinzaine de jours un carnet recensant les différentes prises alimentaires. Le groupe d'enquêtés a été recruté par réseau personnel et sur la base de leur assentiment à la

¹ Le choix de l'année 2007 a été fait pour des raisons pratiques : il s'agissait des données apurées les plus récentes au moment où nous avons commencé à travailler. Une présentation plus détaillée des données figure dans l'annexe 1.

méthode d'enquête jugée assez lourde et intrusive. Il n'a pas de représentativité statistique mais a été constitué en veillant à faire varier un certain nombre de critères tels que l'âge, la composition du foyer, l'origine sociale et le type d'habitat².

Si les deux volets, quantitatifs et qualitatifs, ont été conduits séparément, des réunions de coordination ont permis régulièrement d'organiser la mise en résonance des deux enquêtes. Ainsi, nous avons à plusieurs reprises cherché à interpréter des résultats quantitatifs à la lumière d'observations qualitatives, ou à généraliser certaines observations par les résultats quantitatifs.

Dans ce chapitre, nous souhaitons mettre en évidence que les points de bifurcation des trajectoires de vie constituent des moments particulièrement favorables à l'introduction de nouvelles formes de gouvernement des conduites, principalement parce que la recomposition des ressources économiques, temporelles et sociales qui s'y joue conduit les acteurs à renégocier les normes qui règlent leurs conduites. Dans la première partie, nous mettrons en évidence les effets de structuration des pratiques alimentaires mis au jour par les enquêtes quantitatives et qualitatives qui toutes deux soulignent le rôle de la position dans le cycle de vie des ménages dans la détermination des pratiques alimentaires. A partir de ce constat, nous creusons davantage l'analyse de ce qui se joue éventuellement aux points de bifurcation qui fondent le passage d'une position à une autre dans ce cycle de vie, l'analyse nous permet alors d'identifier le rôle déterminant des ressources temporelles et économiques, mais également de leur articulation avec des ressources sociales. Dans la dernière partie, nous explorons les conditions de négociation et de renégociation des prescriptions à l'occasion de ces moments de recomposition des ressources, en considérant que les prescriptions sont renégociées en même temps que d'autres ressources et contraintes et que les individus affichent des dispositions socialement déterminées dans cette renégociation.

1. Les effets de structuration des pratiques alimentaire

Les pratiques alimentaires ne sont pas isolées de la vie sociale (Régner et al., 2006) et subissent nécessairement les effets de structuration qui caractérisent aussi d'autres pratiques sociales. La mise en résonance de nos analyses quantitatives et qualitatives souligne notamment l'importance des effets de structuration liés à la position dans le cycle de vie.

² L'enquête a été conduite par les étudiants de sociologie de L3 « Métiers de l'évaluation et de la concertation » (promotion 2009-2010) de l'Université de Toulouse 2 – Le Mirail sous la supervision des auteurs.

a. Le rôle de la position dans le cycle de vie

L'analyse quantitative a permis de mettre en évidence, sans pouvoir les isoler, les effets combinés de l'âge, de la génération et de la position dans le cycle de vie des ménages, et ce en mobilisant deux techniques associées à deux logiques différentes : une logique d'explication causale « toutes choses égales par ailleurs » (régressions logistiques sur des achats) et une logique de description par opposition et proximité entre variables (ACM sur opinions et achats). Pour identifier l'effet des ressources et de la position dans le cycle de vie nous avons focalisé notre attention sur certains produits : les consommations de produits bio ou allégés, sur les salades en sachet, des laitages avec allégations de santé (que nous qualifierons d'aliments pour alléger l'expression³). Tous ces produits peuvent être caractérisés comme porteurs d'innovations et potentiellement articulés, par le discours marketing, militant ou public à des prescriptions (nutritionnelles et/ou environnementales). Le label AB date du début des années 1990, il comporte la particularité d'être un signe officiel de qualité, propriété du Ministère de l'Agriculture dont peuvent se revendiquer aussi bien certains industriels que des petits producteurs, les grandes firmes que les réseaux militants. C'est le seul à comporter une dimension environnementale, même si de nombreux travaux ont montré que les consommations de produits bio sont davantage motivées par des raisons de santé que par des raisons environnementales (par exemple, Lamine 2008). Les autres produits sont des innovations plus ou moins récentes, dont la mise sur le marché est présentée par les acteurs économiques comme pouvant permettre aux consommateurs de composer plus facilement avec des normes (nutritionnelles ou diététiques) ou d'améliorer leur santé par le recours à des produits porteurs d'allégations de santé (Guillon, 2003). La salade en sachet constitue un cas un peu spécifique : le produit peut être associé à une consommation à vocation nutritionnelle, puisqu'il s'agit d'un légume qui subsume souvent l'idéal du plat léger et sain, mais il est fréquemment décrié par les associations environnementalistes qui dénoncent l'abondante consommation d'eau qui caractérise son mode de production. Par ailleurs, ce produit dit de « quatrième gamme » (l'expression traduit son degré extrême de transformation par opposition à un produit frais non transformé) apparaît comme un paragon de l'alimentation facile et pratique, adaptée pour les consommateurs actifs et urbains, mais susceptible d'être perçu par certains consommateurs comme très (trop) innovant et cher.

³ L'analyse porte sur les deux produits les plus vendus en 2007.

Tableau 1 : Modèle logistique prédisant l'achat au moins une fois dans l'année de certains produits, en fonction des variables sociodémographiques standard. Coefficients standardisés.

	(1) Produits bio	(2) Laitages allégés	(3) Alicaments	(4) Salades en sachet
1b.femme seule	0	0	0	0
2.homme seul	-0.683***	-0.966***	-0.453**	-0.386***
3.couple	0.0941	0.171	0.424***	0.0296
4.couple avec enfts	0.144	0.370***	0.917***	0.326***
1b.15% riches	0	0	0	0
2.30% suivants	-0.265**	0.0154	-0.0979	-0.228*
3.30% suivants	-0.543***	-0.0761	-0.0982	-0.484***
4.15% pauvres	-0.697***	-0.225	-0.294*	-0.574***
0b.rural	0	0	0	0
2.petite ville	0.207**	0.0611	0.0543	0.0802
5.ville moy	0.206**	0.122	0.145	0.236**
7.grande ville	0.348***	0.196*	0.227**	0.309***
8.Paris	0.406***	0.317**	0.347***	0.448***
1b.collège	0	0	0	0
2.lycée	0.208**	-0.129	0.0739	0.0993
3.Bac à Bac+2	0.255**	-0.175	0.120	-0.0684
4.+ que Bac+2	0.524***	-0.230*	-0.121	-0.119
20ans	0	0	0	0
30	0.376***	0.225	0.731***	-0.271*
40	0.569***	0.317*	0.490***	-0.521***
50	0.683***	0.303*	0.567***	-0.715***
60	0.807***	0.172	0.750***	-0.957***
70et plus	0.682***	-0.476**	0.584***	-1.330***
Constante	0.0936	1.170***	-2.311***	1.098***
N	6946	6946	6946	6946
ll_0† modèle vide	-4485.2	-3577.0	-3824.3	-4708.0
ll	-4350.6	-3427.9	-3707.5	-4497.7
p (ll=ll_0)	9.29e-47	1.18e-52	1.67e-39	4.66e-78

*=p<0.05 ; **=p<0.01 ; ***=p<0.001

† ll_0 : logvraisemblance du modèle vide. ll : logvraisemblance du modèle estimé. p(ll=ll_0) : probabilité que le modèle estimé ait la même logvraisemblance (donc la même qualité de représentation des données) que le modèle vide.

Lecture : le fait d'être un homme seul plutôt qu'une femme seule réduit la probabilité d'acheter au moins une fois dans l'année des produits biologiques, des laitages allégés, des alicaments ou des salades en sachets. Cet effet ne s'explique pas par des différences de revenu, de commune de résidence ou d'âge entre hommes et femmes seuls et est significativement différent de 0 (p<0.001 sauf pour les alicaments : p<0.01).

Les résultats des régressions logistiques, qui figurent dans le Tableau 1 montrent que la composition du ménage affecte fortement les achats de produits biologiques, de laitages allégés, d'aliments avec allégations de santé et de salades en sachet. Les hommes seuls achètent moins que les femmes seules tous ces produits. Les couples se comportent quasiment comme les femmes seules (hormis le fait qu'ils achètent plus d'aliments), un résultat que l'on observe aussi pour les achats de légumes (Plessz et Gojard 2010). Enfin les ménages avec enfants achètent significativement plus les produits étudiés sauf les produits biologiques.

Gouverner les conduites

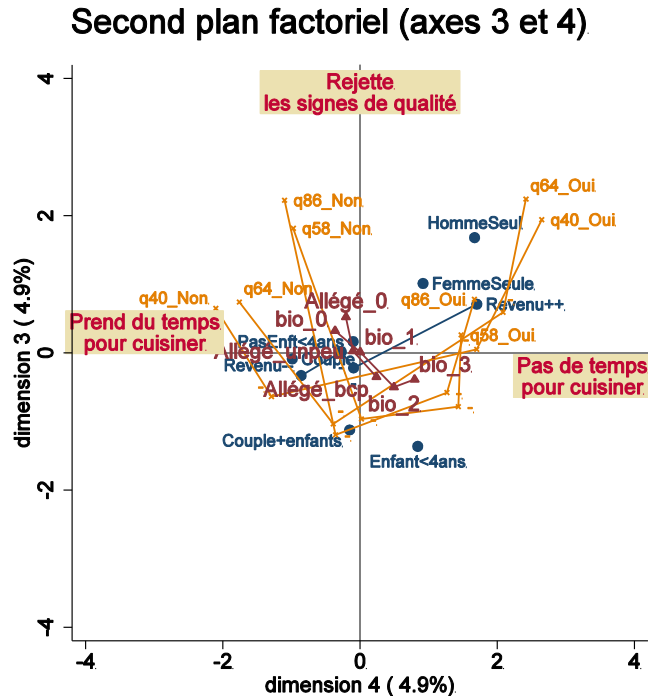
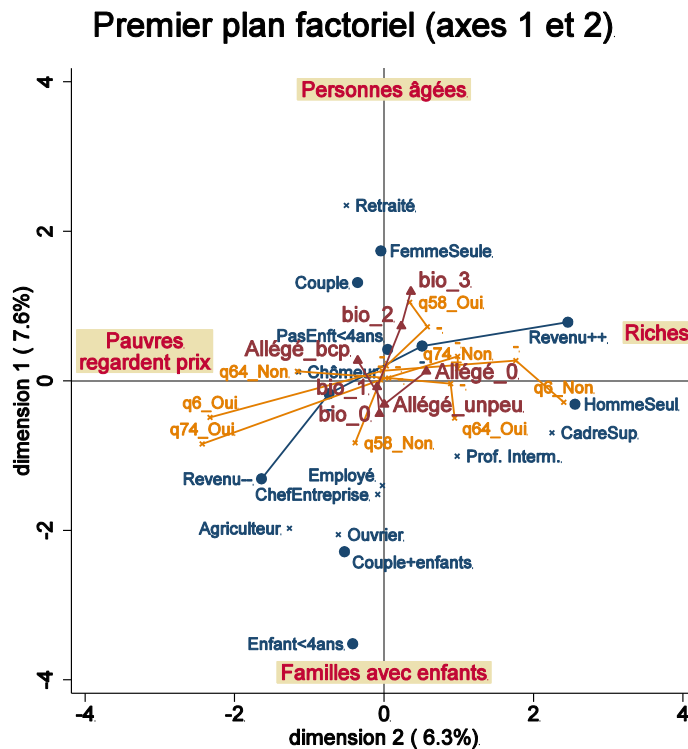
L'âge a lui aussi un fort impact sur les probabilités d'achat : avec l'âge, la probabilité augmente d'acheter des aliments portant le label AB et des alicaments, mais les chances d'acheter des salades en sachet diminuent tandis que les laitages allégés ne suivent pas d'évolution linéaire et seraient privilégiés en milieu de vie active.

Deux enseignements se dégagent de ces modèles. Tout d'abord selon l'étape de leur cycle de vie à laquelle ils sont enquêtés, les ménages achètent des produits assez différents. Les hommes seuls, qu'ils soient célibataires (plus ou moins jeunes) divorcés ou veufs (*a priori* plutôt âgés) achètent des produits nettement différents de ceux qu'une femme achèterait, qu'elle vive seule (St Pol 2008) ou en couple. La présence d'enfants semble un facteur non négligeable : les achats des couples avec ou sans enfants se distinguent notamment sur les laitages allégés et les salades en sachets. D'autre part, on pourrait supposer les ménages les plus âgés plus rétifs aux innovations sur les produits alimentaires, en raison d'habitudes acquises plus routinières ou d'une socialisation à des produits plus traditionnels. Si ce raisonnement semble confirmé par l'examen des achats de salades en sachets et des laitages allégés, l'exemple des produits transformés porteurs du label AB ou d'allégations de santé montre que cette vision schématique de l'âge ou de la génération comme frein à l'adoption d'innovations n'est pas toujours vérifiée.

L'analyse en composantes multiples permet d'approfondir ces premiers résultats en mettant en évidence les variables qui structurent les pratiques déclarées et les opinions des ménages, en lien avec leurs principales caractéristiques sociodémographiques (structure du ménage⁴, niveau de revenu, profession).

⁴ Nous avons construit une variable de structure du ménage qui intègre la position dans le cycle de vie, dans la mesure où elle différencie les personnes seules (hommes ou femmes), les ménages sans enfant à charge, les ménages avec au moins un enfant à charge.

Figure 1: les grandes dimensions des opinions et achats (plans factoriels de l'analyse en composantes multiples)



Légende : Achats de produits bio : bio_0: aucun achat de produits bio ; bio_1: au plus 2 produits différents dans l'année; bio_2: au plus 10 produits différents ; bio_3 : plus de 10 produits différents".

Achats de laitages allégés : allégé_0 : aucun achat ; allégé_1 : achats en petites quantités (moins que la médiane) ; allégé_beaucoup : achats en grandes quantités (plus que la médiane) q6: « Je compare toujours les prix entre les marques avant d'acheter ».

q40: « J'utilise beaucoup de produits pratiques et faciles pour cuisiner vite et simplement »

Gouverner les conduites

q58: « Je suis prêt à payer plus pour des produits biologiques »

q64: « Je passe le moins de temps possible à cuisiner »

q74: « Les marques de magasins sont d'aussi bonne qualité que les grandes marques »

q86: « Je lis la liste des ingrédients sur l'emballage avant d'acheter »

Sur fond saumon : dénomination des axes

Ce sont en effet les variables liées au cycle de vie qui structurent la première dimension de l'ACM (voir Figure 1)⁵. Cet axe oppose d'une part des ménages âgés (couples ou femmes seules), de l'autre des ménages avec enfants. Quant aux pratiques ou déclarations, seuls les achats de produits bio (et les ménages se déclarant prêts à payer plus chers pour de tels produits) se distinguent, associés aux ménages âgés. L'âge renvoie à de multiples dimensions (générations, vieillissement...) et la structure du ménage n'est pas une indication univoque de la phase du cycle de vie dans laquelle se situe un ménage. Toutefois l'examen de ces deux variables, à la fois indépendamment l'une de l'autre (régressions) et dans leurs recouvrements (ACM) suggère que selon la phase du cycle de vie dans laquelle il se situe, un ménage consomme des produits alimentaires sensiblement différents en particulier par les allégations qu'ils portent (ou ne portent pas). Ces allégations, portées par des aliments particuliers, renvoient à des normes variées et multiples pour chaque produit, sans qu'on puisse supposer une homologie simple entre l'espace des produits commercialisés et l'espace des prescriptions en matière d'alimentation. Nous suggérons donc que les normes sociales et les prescriptions auxquelles un ménage adhère évoluent au cours du cycle de vie, ce résultat est conforté par les enseignements de l'enquête qualitative.

b. Les points de bifurcation des trajectoires de vie comme moments clés

L'enquête par entretiens biographiques permet de mettre l'accent sur certaines singularités d'étapes du cycle de vie caractérisées par la composition du ménage : célibataire ou vie en couple, actif ou retraité, avec ou sans enfant. Elle nous permet de faire l'hypothèse qu'il existe des points d'inflexion entre ces étapes. La littérature a déjà mis au jour un certain nombre de moments clés dans la trajectoire de vie qui semblent être l'occasion, pour les individus, de réinterroger leurs pratiques et peut-être aussi ce qui les gouverne. Ces moments sont notamment ceux de la mise en couple, de l'arrivée du premier enfant et du départ des enfants. Les points d'inflexion ou de bifurcation dans les trajectoires biographiques des individus ont de longue date été identifiés comme des moments favorables au changement et à

⁵ Les dimensions suivantes de l'ACM seront détaillées plus loin.

l'introduction de nouvelles ressources décisionnelles pour les individus (Bessin *et al.*, 2010 ; Abbott, 2001 ; Hughes, 1996). Ils sont apparus dans les entretiens biographiques que nous avons conduits particulièrement propices à l'introduction de nouvelles prescriptions autour de l'alimentation, ce qui rejoint des observations conduites auprès de populations anglo-saxonnes (Devine, Connors et Bisogni 1998, Marshall et Anderson 2002). Nous pouvons identifier six périodes pertinentes autant par leur cohérence interne que par les occasions de basculement inhérentes aux transitions de l'une à l'autre : l'enfance, le départ du foyer parental, la mise en couple, l'arrivée du premier enfant enfin le départ des enfants.

Entre l'enfance et la période suivante du jeune adulte, l'acquisition d'autonomie s'accompagne souvent d'une période d'émancipation vis-à-vis des modèles alimentaires parentaux et d'expérimentation culinaire (Garabua-Moussaoui, 2002). Les individus interrogés rappellent que tout au long de leur enfance et de leur adolescence ils reçoivent des repères alimentaires fournis par la mère et qu'ils peuvent être amenés à les perpétuer. Ilona est d'origine allemande et a été élevée à la fois chez ses parents qui habitaient un appartement en milieu urbain et par ses grands-parents ayant une maison avec un potager à la campagne. Aujourd'hui les plats qu'elle mangeait dans son enfance restent ses favoris, elle a aussi intégré l'importance des heures des repas et continue de s'y tenir :

« Ben, depuis que je suis toute petite, comme je t'ai déjà expliqué tout à l'heure, je me rappelle que mes parents m'avaient formée à bien respecter les heures des repas principaux. Notamment ma mère. C'était elle qui s'occupait plus des aspects qui tenaient du ménage. » (Ilona, 25 ans, employée, vit en appartement, milieu urbain, célibataire)

D'autres enquêtés ont au contraire suggéré que le modèle parental fonctionnait comme un repoussoir, dont ils s'étaient attachés à prendre le contre-pied, comme c'est le cas de Sylvie, dont la mère travaillait dans la restauration et qui a pris très peu de repas en famille.

Les entretiens suggèrent que cette période est souvent vécue comme une période d'absence de choix dans les pratiques de consommation et notamment d'alimentation, à la fois parce que les enfants participent de manière modérée aux activités et tâches qui concernent ces pratiques, mais aussi parce qu'ils sont fréquemment les réceptacles malgré eux des prescriptions que fait circuler la mère dans le foyer. Pour cette raison, le départ du foyer parental est souvent vécu sur le principe d'une libération qui permet aux enfants de choisir eux-mêmes leur alimentation.

Cette liberté nouvellement acquise se traduit alors par des modifications de rythme et de composition des repas. Amandine relate ainsi sa trajectoire, depuis la vie étudiante qui l'a conduite à manger « mal », puis à refaire la cuisine à mesure que ses revenus ont augmenté,

aujourd'hui elle est sans emploi, mais continue à faire la cuisine, ce qu'elle présente comme le résultat de son avancée en âge :

« Ben Tours c'est le début de la vie étudiante, donc petit budget donc mal bouffe. On essaye de rogner le budget alimentation pour d'autres choses.... Donc c'est des pâtes, des trucs vraiment pas chers, et la mal bouffe en général : McDo et kebab, et le midi c'était souvent resto U. (...) Quand j'suis allé à Tours pour la fac je mangeais un peu de tout et n'importe quoi, beaucoup de trucs simples et rapides à faire pas terribles pour la santé, que maintenant je remangerai pas, ensuite quand j'bossai bah j'commençais à remanger des trucs un peu mieux et puis, en fait plus j'avance dans les âges j'ai 29 ans maintenant et plus ça va mieux je mange, plus je prends le temps de faire de la bonne cuisine » (Amandine, 29 ans, sans emploi, célibataire, appartement en milieu urbain).

Le point de bifurcation suivant est celui de la mise en couple, très largement présenté comme une période d'ajustement aux règles et normes de l'autre (Marshall D.W., Anderson A.S., 2002 ; Bove C.F., Sobal J., 2006). Mais c'est aussi un moment qui peut marquer la fin de la solitude, soulignant la dimension sociale et commensale des pratiques alimentaires, comme le rappelle Jeanne lorsqu'elle se souvient que sa mise en couple l'incita à faire la cuisine :

« Nan mais même quand j'étais avec Mickaël. En couple c'est pas pareil ! Je cuisine vachement, enfin beaucoup plus que quand je suis toute seule. » (Jeanne, 23 ans, étudiante et caissière, chambre étudiante milieu urbain).

Malgré tout, les réglages au sein du couple ne sont évoqués qu'avec des impacts modérés au regard du grand changement que constitue aux yeux des consommateurs interrogés l'arrivée du premier enfant (Ciosi-Houcke *et al.*, 2002). Déjà repérée (aux côtés du surgissement d'une maladie ou d'une allergie) comme l'un des points de bifurcation possible vers une consommation bio (Lamine, 2008), la naissance de l'enfant rend le couple ou l'individu particulièrement perméables à des séries de prescriptions qui vont mettre en avant la responsabilité des individus et notamment des parents. La consommation alimentaire apparaît comme l'un des points d'exercice de cette responsabilité et les normes nutritionnelles et sanitaires trouvent alors assez naturellement leur place dans cet espace prescriptif (Régner et Masullo 2009). Âgé de six mois, le bébé de Christophe est au stade de la diversification alimentaire, et ses parents, comme c'est souvent le cas dans les classes supérieures (Gojard 2000), s'interrogent alors sur son alimentation et sur la leur :

« Avec le bébé la qualité a pris un cran au-dessus. Mais déjà à partir de la grossesse de ma femme on était déjà plus vigilants. Et par rapport à lui...Alors en ce moment il est aux petits pots, alors là on va dire que c'est draconien. Pour ça on est très très exigeants car on a des amis qui ont des enfants qui ont eu des allergies alimentaire et tout ça...donc au niveau des colorants et des sucres ajoutés on est peut-être un peu excessifs mais vraiment on regarde tout, on fait très attention. Et je pense qu'après oui, quand il va commencer à manger la même chose que nous, oui c'est clair qu'on va être encore plus exigeants sur la qualité, la traçabilité ou les labels ». (Christophe, 32 ans, ingénieur, en couple avec un bébé, maison milieu périurbain)

Il n'existe pas nécessairement de point de basculement entre ce moment un peu charnière de la naissance du premier enfant et la période qui suit, décrite par les consommateurs comme celle de la vie familiale. C'est plutôt un glissement qui s'opère progressivement par la mise en place de routines d'organisation permettant au foyer, avec des jeunes enfants ou des adolescents de régler au mieux les contraintes de chacun. Les mères des classes populaires se présentent souvent comme les nourricières généreuses d'une famille à laquelle il faut faire plaisir par des plats roboratifs, consensuels et réconfortants (Régnier et Masullo, 2009), les règles n'en sont pas nécessairement absentes mais semblent s'imposer sans violence. Sylvie a fait le choix d'habiter en milieu rural, elle va chercher son lait à la ferme, n'a jamais donné de petits pots à ses enfants et se procure les volailles auprès de sa tante qui les élève. Au supermarché elle regarde beaucoup les étiquettes des produits et se méfie des marques de l'enseigne. Élever ses enfants est son domaine et pas seulement depuis qu'elle est divorcée. Elle y a forgé ses propres repères et semble assez sereine.

« Et quand tu me dis que vous mangez tous ensemble le soir, est-ce que tout le monde mange la même chose ?

- Ah oui. Oui. Pour tout le monde pareil. Bon mais par exemple, si je fais une soupe et un pot-au-feu, si il y en a un qui ne veut pas de viande, je ne vais pas le forcer, ou qui veut pas de poireaux, je vais pas le forcer non plus. Voilà, j'estime qu'ils mangent assez de légumes pour ne pas que les oblige à tous les aimer non plus quoi.

- Ils font leurs choix...

Oui, oui, à partir du moment où ils mangent des légumes de toutes les couleurs, je ne les oblige pas à manger tous les légumes de la même couleur. » (Sylvie, 35 ans, sans emploi, deux enfants, appartement milieu rural).

Les parents des classes moyennes à supérieures que nous avons rencontrées se décrivent au contraire comme seules contre tous, devant ruser pour imposer des légumes ou des repas pris à table, apparaissant parfois sous les traits de la seule garante du maintien de quelques repères nutritionnels, dans un foyer où chaque membre tire à hue et à dia en fonction de ses propres contraintes ou aspirations. Ils détaillent alors, souvent avec malice, leurs petites stratégies pour forcer à manger des légumes, ou glisser plus de bio dans les assiettes sans rien dire, comme ce père de deux enfants :

« Enfin on fait les choses pour éviter que... Bon, ce soir, si tu veux il y avait des potimarrons et il fallait les faire. J'ai mis 4 carottes et deux navets et voilà c'était comme ça. Après c'est vrai qu'on essaye de mettre tout ce qui est...des féculents avec des légumes au milieu ça passe mieux que des légumes tout seuls. Ça c'est classique et globalement ça se passe bien. » (Patrick, 38 ans, en couple avec deux enfants, ingénieur informatique, maison milieu urbain).

Le point de basculement avec la période suivante, lorsque les enfants quittent le foyer de leurs parents, se fait plus marqué. Le « nid vide », selon l'expression des démographes se reconstruit alors autour d'aspirations des parents à reprendre en main leur alimentation. Ces

modifications prennent moins la forme d'un durcissement autour de normes strictes que celle d'une nouvelle libération face à l'inextricable nœud de contraintes que forgeait le feuilletage des routines familiales (Cardon 2009 montre cette même logique à l'œuvre dans certains cas de veuvage). L'alimentation devient plus simple et se recompose alors autour de nouvelles routines qui ne sont plus que celles du couple : faire le marché, cultiver un carré potager, manger la même chose chaque soir (« une salade pour nous deux, c'est parfait », « ça nous gêne pas de manger toujours la même chose »). La simplification se traduit alors plus par la répétition voire la monotonie des aliments que celle des gestes eux-mêmes, puisque c'est aussi le moment où le potager, le marché et la préparation des légumes sont réinvestis.

Si les trajectoires de vie semblent donner lieu à des pratiques alimentaires qui se recomposent à l'occasion de grandes étapes, c'est que les points de bifurcation constituent des moments spécifiques. Les résultats quantitatifs et qualitatifs suggèrent précisément qu'ils donnent lieu à de possibles variations dans les ressources qui structurent les pratiques alimentaires.

2. Le rôle de la variation des ressources dans les modifications des pratiques

De façon assez évidente, les variations dans les ressources temporelles et économiques paraissent jouer un rôle important dans les modifications qui caractérisent les pratiques alimentaires. Mais il apparaît aussi que ces ressources interviennent rarement seules et que les moments de bifurcations font aussi plus largement varier l'intensité et les formes de la sociabilité des individus, rappelant la dimension éminemment sociale des pratiques alimentaires.

a. Le rôle du temps et du revenu

L'analyse quantitative permet d'évaluer systématiquement le lien entre certaines ressources et certaines pratiques alimentaires. Les ressources ou contraintes qui ressortent de nos analyses sont le temps consacré à l'alimentation (dans l'ACM), le diplôme comme marqueur de ressources culturelles et cognitives (dans les régressions) et le revenu (dans les deux analyses). Ainsi dans les régressions présentées plus haut, le diplôme n'affecte que les achats de produits biologiques. Cette ressource n'est pas pertinente pour décrire le recours ou non aux autres produits étudiés. Le revenu en revanche a un effet très fort sur les achats de produits biologiques mais aussi de salades en sachets, ainsi que sur les alicaments dans une moindre mesure. Il est ici remarquable que deux produits qui, du point de vue d'une norme de

respect de l'environnement, sont diamétralement opposés, sont tous deux achetés préférentiellement par des ménages aisés et rejetés par les ménages les plus modestes. On peut y voir un effet du prix des produits (plus élevé sur les labels AB, sur les salades en sachets par rapport aux salades fraîches, et aussi souvent plus élevé sur les aliments avec des allégations santé, mais pas toujours sur les produits allégés). Ceci implique qu'entre l'adhésion possible à une norme sociale ou à des prescriptions marchandes ou publiques d'une part, et les pratiques d'achat d'autre part, d'autres facteurs entrent en jeu, dont en particulier les ressources disponibles (ici le revenu) : qu'ils adhèrent ou non à une norme environnementale les ménages modestes peuvent trouver les produits biologiques tout comme les salades en sachet trop chers pour leur bourse, tandis que les ménages aisés ont les moyens de consommer les uns et les autres, quelle que soit leur motivation – par exemple le gain de temps pour les salades en sachet. Plus largement, la consommation alimentaire apparaît comme prise simultanément dans des enjeux normatifs potentiellement contradictoires (un même produit peut paraître nutritionnellement performant et environnementalement décevant) et dans le même temps, confrontée à la question des ressources disponibles pour les acquérir, les préparer et les manger (la salade en sachet n'est pas « écologique » mais si l'on manque de temps et qu'on a les moyens, on peut y avoir recours).

L'ACM permet de confirmer que le temps et le revenu contribuent effectivement à structurer les pratiques alimentaires. En effet, le second axe est fortement déterminé par les revenus du ménage, et associé à des pratiques d'achat spécifiques : les ménages les plus pauvres s'opposent aux plus riches, entre autres parce qu'ils font très attention aux prix quand ils font leurs courses et se tournent souvent vers les marques de distributeurs. Mais les ménages se différencient également, sur l'axe 4, entre ceux où l'on passe du temps à cuisiner et ceux où l'activité de préparation est réduite à la portion congrue. L'usage de produits transformés pour gagner du temps sur la préparation culinaire est assez logiquement associé à l'économie de temps : les ménages déclarant passer le moins de temps possible à cuisiner tendent à privilégier ces produits. L'attention portée aux signes de qualité structure la troisième dimension de l'analyse, soit indépendamment du temps (axe 4), du revenu (axe 2) et de la position dans le cycle de vie (axe 1). Ce résultat suggère que la relation aux prescriptions issues de la sphère marchande ne se déduit pas mécaniquement des propriétés sociales des ménages.

L'enquête qualitative a elle aussi été porteuse d'enseignements concernant le rôle des ressources en temps des ménages. Derrière l'opposition entre ceux qui consacrent du temps à l'alimentation (que ce soit pour faire les courses, cuisiner ou prendre le temps de manger), se

cachent aussi des positions très normées par rapport au temps qu'il est jugé opportun d'accorder à ces pratiques. Certains de nos enquêtés ont eu des positions assez tranchées à ce sujet. Pour certains, passer du temps à l'alimentation n'apparaissait pas comme une priorité. C'était le cas de Rémi, étudiant de 21 ans dont les parents issus des classes supérieures cuisinent tous les deux de manière régulière, qui ne se nourrit pourtant que de la façon la plus efficace et économique possible. Il préfère bénéficier de la restauration collective pendant son job d'été plutôt que de rentrer chez lui car ça lui permet de gagner du temps. C'est aussi le cas de Djamel, chauffeur routier de 33 ans, qui déclare rentrer tard et dit ne pas avoir le temps de se faire la cuisine, il préfère donc acheter des sandwiches et des plats tout préparés pour ne pas passer trop de temps à faire la cuisine, pour prendre le temps de se reposer.

Au contraire, les familles que nous avons rencontrées et notamment quand les enfants sont jeunes, qu'ils soient élevés par des mères ou des pères célibataires ou par les deux parents, étaient majoritairement concernées par la nécessité de prendre le temps de bien faire les courses, de cuisiner au moins de temps en temps et de passer des moments familiaux à table.

On retrouve ici, des résultats clairs de l'ACM qui distribue les personnes seules plutôt du côté de ceux qui ne passent pas de temps en cuisine et les familles du côté de ceux qui accordent du temps à cette activité. Dans l'ACM cette distribution ne semble pas recouvrir une opposition en termes de haut et de bas revenus. Nous n'avons pas non plus observé par les entretiens de relation très nette entre les revenus et le temps consacré à la cuisine, plutôt c'est le rapport à la norme du repas équilibré et sain qui semble jouer de manière primordiale. Ceux pour qui cette norme est déterminante consacrent du temps à l'alimentation et là encore le moment de bifurcation qu'introduit l'arrivée des enfants reste très important. Jean-Christophe, âgé de 42 ans et technicien, est divorcé et a la charge de ses deux jeunes enfants. Il est important pour lui de cuisiner et il prend le temps régulièrement de préparer lui-même les repas pour ses enfants. Mais il souligne également qu'il est fortement contraint par les goûts de ses enfants et se montre soucieux du peu d'appétit du plus jeune. Le déroulé des menus met alors en évidence la récurrence très fréquente des mêmes plats (quiches, lasagnes, et pizzas maison) qui présentent l'avantage de répondre aux deux contraintes qu'il se donne : satisfaire les goûts de ses enfants et lui permettre de continuer à préparer lui-même les repas, ce qu'il considère être une règle absolue. L'ACM souligne que le fait d'être un homme joue moins que le fait d'avoir des enfants dans le rapport qui est entretenu avec le fait de consacrer du temps à l'alimentation.

Il nous paraît alors important de creuser davantage l'articulation entre points de basculement, ressources, et rapport aux normes et prescriptions pour mieux comprendre ce qui fait de

certaines moments des trajectoires de vie des situations favorables à l'introduction de formes de gouvernance des conduites. Le fait que le temps et le revenu définissent deux dimensions différentes de l'ACM (indépendantes l'une de l'autre) suggère que le problème des ressources n'est pas unidimensionnel, il se pose séparément pour chacune, et entre probablement en résonnance avec la position dans la trajectoire de vie.

b. Les variations dans les relations sociales

Les entretiens biographiques ont permis de mettre au jour les variations des ressources intervenant à l'occasion des différents moments de bifurcation dans les trajectoires de vie. Il est alors apparu que ces ressources ne doivent pas uniquement s'apprécier sur le plan des revenus ou des contraintes temporelles, mais relèvent aussi de choix de vie qui eux-mêmes s'inscrivent dans des dimensions sociales plus larges.

Il est trivial de constater que la possession d'un congélateur, d'un four à micro-ondes, d'un auto-cuiseur ou encore d'une voiture pour faire les courses peuvent modifier les pratiques alimentaires. Rémi, l'étudiant de 21 ans que nous avons évoqué plus haut ne s'est pas équipé sur le plan matériel, il n'a qu'une petite plaque de cuisson, une casserole et une poêle qui lui permettent de se préparer des repas simples mais il considère que cela ne lui laisse pas la possibilité de faire la cuisine. Il est clair que dans son cas l'infrastructure matérielle dont il dispose n'est pas déterminante, mais a probablement été, elle-même, déterminée par le choix de ne pas consacrer beaucoup de temps ni de moyen à l'alimentation. Pourtant, Rémi sait apprécier les bons plats, souvent assez recherchés, que prépare son père. Son cas rappelle que les étudiants savent aussi tirer parti de leurs relations familiales pour profiter régulièrement d'un « bon repas » (Grignon, 1987). Mais le départ du foyer parental est aussi considéré comme un moment d'émancipation qui permet de choisir les priorités : consacrer du temps et des moyens à l'alimentation n'en est pas une. Il permet de saisir aussi qu'au-delà des contraintes économiques subies, les ressources économiques consacrées à l'alimentation relèvent aussi d'un choix qui se pose différemment selon les étapes de la vie et selon les priorités envisagées. Lorsque Jeanne, évoquée plus haut, se met en couple, ses revenus ne changent pas, pourtant elle redécouvre l'envie de faire la cuisine.

Cette dimension sociale de la consommation alimentaire, de longue date relevée par la sociologie, apparaît alors déterminante pour comprendre comment s'articulent les contraintes temporelles et budgétaires à certaines étapes de la trajectoire de vie. Djamel, le chauffeur routier de 33 ans, justifie le peu de temps consacré à l'alimentation d'abord par des

contraintes économiques et professionnelles : son travail est pénible et il a besoin de temps de repos importants. Pourtant, il se souvient que lorsqu'un de ses amis lui a demandé de garder sa maison pendant quelques temps, il trouvait plaisir à passer du temps à couper des légumes et les cuisiner à sa façon. Dans l'entretien, la contrainte du temps qui semblait primordiale cède progressivement le pas à d'autres explications, qui mettent en avant son moral, ses envies, sa situation sociale et ses aspirations :

*« J'suis vraiment pas en phase, voilà. Le terme c'est j'suis pas en phase pour prendre le temps et cuisiner et faire ci, faire ça quoi. Parce qu'il y a, comme je dis y a le mental qui joue, je dis par exemple, le boulot... Heu... La vie affective...Heu... La vie familiale aussi. Heu... Tout ça pour moi, ça gravite et ça influe, ça influe sur notre comportement, sur notre humeur, tout ça...Par exemple des légumes chez moi, à l'heure actuelle y en a pas »
(Djamel, 33 ans, célibataire, chauffeur routier, appartement en milieu urbain)*

Finalement, si Djamel ne cuisine pas c'est aussi parce qu'il est seul et que sa vie est essentiellement occupée par son travail. Sa situation contraste de ce point de vue avec celle des jeunes couples parmi nos enquêtés qui, même avec des moyens réduits, s'attachent au contraire à consacrer du temps à préparer des repas.

Cette observation est également congruente avec les résultats de l'enquête quantitative. Afin de cerner des types de ménages et leur rapport spécifique à des normes à travers leurs opinions et leurs achats, nous avons utilisé les axes de l'ACM présentée dans la Figure 1 pour réaliser une classification ascendante hiérarchique⁶. Il en résulte des groupes nettement différenciés selon leur position dans le cycle de vie ainsi que par les ressources dont ils disposent. Leurs opinions ou leurs pratiques de consommation apparaissent comme fortement clivées sur certains aspects, et moins sur d'autres. Quelques comportements caractéristiques de chaque groupe sont représentés graphiquement dans l'annexe 2. Les deux premiers groupes sont des groupes où les ménages de retraités dominent : d'une part les ménages les plus âgés, souvent des femmes seules (« veuves » sur les graphiques), d'autre part des ménages un peu moins âgés (entre 60 et 70 ans) plus souvent en couple (« jeunes retraités »). Les deux groupes ainsi constitués se distinguent des autres groupes par une forte proportion de ménages gros consommateurs de légumes et un moindre recours aux salades en sachets. Ils ont aussi plus souvent arrêté leurs études au niveau collège (ce qui est lié à leur âge). Au-delà de ces points communs, ils se différencient l'un de l'autre dans des pratiques associées aux achats et à la préparation des aliments : les plus jeunes déclarent très peu qu'ils passent le moins de temps possible à faire la cuisine, contrairement aux « veuves ». Vient ensuite un

⁶ Cette technique regroupe les individus en un certain nombre de classes de telle sorte qu'il y ait le moins de variations possibles au sein de chaque classe, et le plus de différences possibles entre les classes.

groupe d'hommes seuls, qui ont pour points communs de cuisiner très peu, de ne pas s'intéresser aux caractéristiques des produits et d'avoir des revenus élevés (« hommes seuls » sur les graphiques). Ce groupe se compose en fait de deux sous-groupes : des jeunes souvent cadres supérieurs et des retraités. Comme nous l'avons mentionné plus haut, les hommes seuls ont des comportements d'achats spécifiques : ils s'opposent également aux autres ménages sur certaines de leurs déclarations, notamment quant au temps passé à cuisiner et à l'attention portée aux caractéristiques des produits. Les deux derniers groupes contiennent des familles avec enfants : nous y reviendrons plus bas. Ces résultats tendraient à confirmer qu'au delà des contraintes économiques ou professionnelles, le fait d'être seul semble déterminant dans le fait de ne pas accorder de temps à la cuisine : on le retrouve aussi bien chez des veuves âgées à faibles revenus que chez de jeunes hommes cadres supérieurs aux revenus élevés. Si ces groupes varient du point de vue des contraintes en temps et en revenus, les veuves ayant des revenus plus faibles mais plus de temps à consacrer à la cuisine, ils sont similaires sur le plan de la composition du foyer. Le fait d'être seul semble donc jouer un rôle déterminant dans le temps consacré à l'alimentation, et la norme sociale d'un repas cuisiné maison dont on peut supposer, au moins chez les veuves, qu'elle a pu être à d'autres moments du parcours de vie pertinente, est ici mise à l'écart.

Autrement dit, l'allocation du temps à la cuisine ne saurait se saisir uniquement à travers les ressources financières ou temporelles mais semble fortement déterminée par la situation sociale et la composition du foyer, pouvant varier dans la trajectoire de vie. Ce résultat nous conduit à nous pencher sur la dimension sociale de l'alimentation pour considérer le rôle d'un autre type de ressources, que les seules ressources économiques : celles constituées par les relations sociales au sein du ménage ou avec l'extérieur.

A mesure que la taille du foyer augmente, avec la mise en couple, puis l'arrivée d'enfants, les contraintes de coordination pesant sur ceux qui ont la charge des activités liées à l'alimentation croissent à leur tour. Les relations au sein du foyer rendent compte des évolutions dans les formes de répartition du pouvoir de décision : alors que les mères affirment clairement prendre en charge l'alimentation de leurs enfants lorsqu'ils sont en bas âge, les périodes d'adolescence de ces derniers tendent à rééquilibrer ce pouvoir de décision, conduisant parfois les mères à renégocier les ruptures de rythmes ou les choix que leurs enfants, devenus grands, imposent. Inversement, le départ des enfants du foyer est souvent présenté par les parents comme un moment de relâchement des contraintes de coordination et une augmentation du temps disponible, voire de la liberté retrouvée dans les rythmes et les choix alimentaires. Rina est une enseignante à la retraite, ses trois enfants ont maintenant

quitté la maison et la préparation des repas s'est simplifiée. L'hiver les repas se ressemblent souvent, elle prépare avec son mari un gros saladier de chicorée de trévisse récoltée dans leur potager, agrémentée soit d'œufs au plat ou d'un peu de porc grillé. Une telle monotonie aurait été inimaginable alors que les enfants étaient encore à la maison, aujourd'hui elle est au contraire présentée comme une façon d'alléger la tâche de la préparation du repas, mais aussi de la confection de menus variés devant s'adapter aux goûts de chacun.

Mais la trajectoire de vie conduit aussi à recomposer le réseau d'appartenance des individus notamment pour les classes moyennes à supérieures plus susceptibles de mobilité géographique. Les jeunes adultes quittant le foyer découvrent de nouveaux espaces de socialisation par leur vie étudiante ou de jeunes professionnels, ainsi Virginie relate ses premières années à l'université comme un moment d'initiation politique qui lui a aussi permis de porter un regard plus réflexif sur l'alimentation. Elle décrit une enfance et une adolescence assez permissive en matière alimentaire. Enfant de la classe supérieure, elle habite en milieu péri-urbain et doit souvent se débrouiller seule avec sa sœur aînée parce que ses parents travaillent beaucoup et rentrent tard. Le retour de l'école était alors marqué par des goûters très riches en sodas ou barres chocolatées, les repas étaient quant à eux souvent faits de plats cuisinés surgelés. Lorsqu'elle quitte le foyer parental à l'âge de 18 ans elle change radicalement d'alimentation ce qui se marque par une importante perte de poids, dont des photos attestent. Elle l'explique d'abord par une diminution de ses revenus l'incitant à contrôler de près ses dépenses alimentaires mais aussi ensuite par une socialisation auprès d'amis étudiants très proches des réseaux altermondialistes et écologistes qui la conduisent à s'interroger sur son alimentation et à privilégier des produits bio et achetés en circuits courts.

« En fait en arrivant à Toulouse c'est clair que je me suis familiarisée — enfin malgré moi hein — à ce que j'appelle les idées de gauches — enfin c'est un peu fourre tout ce terme-là d'idées de gauche mais — j'ai commencé à rencontrer à la fac, des gens qui ont vachement influé sur mes idées politiques d'une part, mais aussi finalement sur la découverte d'un tas d'alternatives, de réseaux, de trucs qui se passaient, de sensibilisation à des idées. Le premier truc c'était les OGM. Et de fil en aiguille ça a ouvert sur toute une réflexion, hyper concrète et hyper engagée, sur la bouffe. » (Virginie, 26 ans, étudiante en doctorat, vit en couple, en appartement urbain).

Les ressources et contraintes sociales varient tout au long de la trajectoire de vie. Elles concernent les relations que le foyer entretient avec les réseaux familiaux, amicaux, de voisinage, professionnels. On sait que l'arrivée du premier enfant est une période favorable à la formulation d'un certain nombre de prescriptions émanant des grands-mères, mais aussi des professionnels de la petite enfance et des médecins et que l'usage de ces prescriptions est aussi fortement déterminé socialement (Gojard, 2010). Les couples avec enfants, notamment

issus des classes moyennes, de notre enquête évoquent la socialisation, à cette occasion, auprès de réseaux de jeunes parents découverts via la crèche ou l'école. Les prescriptions apparaissent alors souvent en abondance, circulant dans les réseaux de parents, elles peuvent devenir culpabilisantes notamment lorsque la pratique semble résister à leur mise en place. Muriel, âgée de 39 ans et agent de voyage, élève ses deux filles en garde alternée. Elle garde un souvenir mitigé de son enfance, se rappelant sa mère, ses tantes et les filles de la maison s'activant autour des repas familiaux au point de ne jamais en profiter (« les filles étaient un peu les larbins »), pour cette raison, elle explique qu'elle n'aime pas cuisiner mais s'efforce de le faire parce que la norme du repas cuisiné maison agit comme une corde de rappel. Cependant, elle se souvient avoir été en décalage par rapport aux prescriptions des professionnels de santé ou des autres mères, lorsque ses filles étaient petites, précisément parce qu'elle ne cuisinait pas ou se heurtait au refus de manger de ses filles quand elle s'y essayait. Elle évoque ce moment comme une période douloureuse.

« Moi j'aime pas cuisiner ! Moi j'ai un rapport à la nourriture, pas forcément spécial, mais je me rappelle que petites... mes enfants ont été élevées aux petits pots. Quand je vois des mamans qui cuisinent, qui vont acheter des légumes et tout ça, moi c'est quelque chose que je n'ai jamais fait. Moi j'ai toujours acheté des machins préparés etc. Les rares fois où j'ai voulu préparer pour la grande, elle ne mangeait pas, ça m'énervait ça m'a perturbée. J'ai regardé des émissions là-dessus et je culpabilisais parce qu'ils disaient ah moi j'ai fait des confitures, moi j'ai fait des compotes, tout ça, et en fait y'avait le psychiatre qui expliquait que la nourriture c'est le premier moyen que trouve le bébé pour avoir un conflit avec sa mère. Parce qu'effectivement le fait de ne pas manger ça peut amener un stress et c'est vrai que c'était un vrai stress ! » (Muriel, 39 ans, agent de voyage, divorcée, deux enfants, maison milieu rural)

Par conséquent, les réseaux d'appartenance qu'ils apparaissent comme des ressources ou des contraintes, sont potentiellement fortement prescriptifs. Les moments de bifurcation peuvent activer davantage des réseaux déjà là, comme cela semble plus souvent être le cas pour les classes populaires, ou en faire advenir d'autres, dans les cas des classes moyennes, renouvelant ainsi les formes de prescriptions qui peuvent s'exercer sur les pratiques alimentaires au sein du foyer. Si les moments de l'autonomisation, puis de l'arrivée des enfants nous paraissent les étapes les plus décisives sur ce plan, on ne saurait négliger d'autres situations qui, dans la trajectoire de vie, sont aussi susceptibles de renouveler le réseau social et donc les champs de prescriptions. Rina, l'enseignante à la retraite évoquée plus haut, et son mari ont toujours eu un potager, comme leurs parents avant eux, pour elle c'est le moyen de manger une nourriture bonne pour la santé et elle se félicite d'avoir pu nourrir de cette façon ses enfants. L'auto-consommation a permis la mise en place d'un régime alimentaire ayant

toujours fait une place importante aux fruits et légumes, comme c'était déjà le cas lorsque Rina et son mari étaient eux-mêmes enfants. De même, leur pratique du compost n'est pas présentée comme la souscription à une pratique récente, mais s'inscrit aussi dans la continuité avec ce que faisaient déjà leurs parents : comme l'explique Rina, quand on a un potager, faire du compost est une démarche logique. Ces descriptions laissent penser que les pratiques alimentaires du foyer sont largement héritées des trajectoires familiales et assez peu susceptibles de changements. Pourtant, quelques petits événements relatés de manière anodine suggèrent que le couple reste attentif aux prescriptions qui peuvent surgir de l'extérieur, comme à l'occasion des discussions avec leurs réseaux d'amis.

« Ce sont des amis qui font très attention à ce qu'ils mangent alors eux... quand ils parlent ils nous racontent... ils nous ont fait faire attention à des choses auxquelles on ne faisait pas attention tu vois.

- Et comme quoi par exemple ?

Par exemple au niveau de l'eau. Combien on a eu de discussions : est ce qu'il faut boire de l'eau en bouteille ? De l'eau du robinet ? Des trucs comme ça... les pesticides parce qu'ils lisent tout un tas de trucs.

- et vous en tenez compte ?

Oui on en tient compte, c'est intéressant de voir ce que pensent les autres» (Rina, 57 ans, enseignante retraitée, en couple, 3 enfants ayant quitté la maison, maison avec potager, milieu rural)

Cet exemple suggère à quel point l'existence de routines dans les pratiques de consommation, y compris lorsque celles-ci sont elles-mêmes fortement inscrites dans les processus de socialisation de la petite enfance, n'exclut pas l'introduction régulière de nouvelles normes ou prescriptions, apportées notamment par les pratiques commensales au sein du réseau social, permettant d'intégrer de nouvelles recettes, des ruptures de rythmes, de nouveaux équipements et de nouvelles normes (Wahlen, 2011).

Ces résultats nous conduisent à prendre en compte le fait que les rapports aux prescriptions sont nécessairement renégociés tout au long du parcours de vie.

3. Des dispositions à négocier les normes qui varient socialement mais aussi tout au long du cycle de vie

La question de la négociation ouvre directement sur celle de la légitimité des prescriptions et de leurs émetteurs, cette question apparaît d'emblée complexe à résoudre tant il paraît difficile de tracer l'origine des prescriptions mobilisées à partir du seul discours des acteurs. On peut en revanche suggérer que leur négociation varie fortement en fonction des ressources des individus et surtout de leurs dispositions sociales.

a. De la plurivocité des prescriptions à leur mobilisation dans les pratiques

Ainsi au fil du cycle de vie, des dispositions différentes par rapport aux normes et aux prescriptions semblent se dessiner autour de l'alimentation, à la fois mesurées dans les achats et dans les opinions et identifiées dans les pratiques déclarées de nos enquêtés.

Les formes de gouvernement s'exerçant sur les pratiques alimentaires sont plurielles. Certaines proviennent des normes et usages familiaux et sont transmises à l'occasion des processus de socialisation primaires ou lors de certaines étapes particulières, telles que l'arrivée du premier enfant. D'autres sont issues de l'action publique et peuvent être diffusées par différents canaux comme l'éducation nationale ou les médias. Certaines sont issues du monde militant (autour de l'environnement) ou d'univers professionnels particuliers (autour de la nutrition). Enfin, d'autres formes de gouvernement des conduites sont à rapporter directement à la sphère marchande et sont véhiculées par des allégations de nature variées (environnementales, sanitaires, économiques) directement sur les produits ou dans les messages des entreprises. Dans la réalité, ces différentes formes de gouvernement se mêlent : une ONG peut conseiller aux consommateurs de préférer des produits en écorecharge, le gouvernement peut leur suggérer de favoriser des produits locaux, un médecin peut conseiller telle eau minérale, les messages publicitaires des annonceurs peuvent être accompagnés de prescriptions nutritionnelles publiques (« manger, bouger »), un ami peut, à l'occasion d'un repas, vanter un système d'approvisionnement direct auprès d'un producteur de légumes. Cette situation rend les origines et les statuts des prescriptions difficiles à identifier et explique probablement que le discours de nos enquêtés ne permet en tout cas pas d'établir une traçabilité précise des formes de gouvernement qui s'exercent sur eux, de leurs émetteurs ni même de leur contenu précis. Pour autant, ces formes de gouvernement apparaissent régulièrement dans leurs propos, de manière assez récurrente au point que les pratiques alimentaires ne sont pratiquement jamais évoquées indépendamment de certaines formes de prescriptions qui pèsent sur elles : la question du « comment s'alimente-t-on ? » n'est jamais très loin de celle du « comment doit-on s'alimenter ? ».

Par conséquent, ces formes de gouvernement présentent une sorte de bruit de fond dont les consommateurs vont assez peu chercher à classer et différencier les contenus ou dont ils vont tenter de démêler les origines ou les formes de légitimité. Il semble bien que le fait d'être fortement soumis à ces messages, conduit les individus à les naturaliser, à en gommer les contradictions et finalement à les adopter sous des formes souvent très personnelles. Ainsi, les prescriptions autour de la nutrition sont fréquemment réinvesties sous un angle assez ouvert

qui est celui du « faire attention à ce que l'on mange » et dont les variations de mises en œuvre sont infinies. Sylvie, qui est issue des classes populaires, est particulièrement soucieuse de l'alimentation de ses enfants comme nous l'avons mentionné plus haut, elle s'est forgée ses propres règles et lorsqu'elle les énonce, très certainement avec l'exigence de rationalisation qu'elle projette sur la situation d'enquête, il est frappant de constater la façon dont les différents registres prescriptifs se mêlent dans son discours.

« Ensuite j'estime qu'il faut au moins une fois de la viande par jour, donc ce sera une fois de la viande, et une fois poisson, ou féculents ou des œufs, tu vois on remplace ; et des légumes aussi... Voilà un laitage au moins... Et le matin y a des céréales aussi, pour les petits matins équilibrés, fruits... » (Sylvie, 35 ans, sans emploi, deux enfants, appartement milieu rural)

Le discours emprunté au registre des professionnels de la nutrition (« des féculents », « un laitage », « on remplace ») s'articule sans peine avec des formules très proches des messages commerciaux (« des petits matins équilibrés »). Cet extrait souligne parfaitement la capacité des acteurs à se saisir d'une pluralité de discours prescriptifs pour établir leur propre ligne de conduite sans avoir besoin d'interroger de manière permanente la légitimité de chacune de ces prescriptions ni avoir besoin de les hiérarchiser.

Cette omniprésence d'un cadre prescriptif autour des pratiques alimentaires, surtout dans le domaine de la nutrition, est identifié aussi bien par les classes populaires que par les classes moyennes à supérieures (Régner et Masullo, 2009) ce qui explique aussi que les acteurs n'ont pas besoin d'attribuer les prescriptions qu'ils mobilisent. Nos enquêtés des classes populaires vont souvent utiliser des formules impersonnelles telles que « ils nous disent », « on nous dit », alors que les classes moyennes à supérieures vont mentionner une lecture ou une information, mais les questions de légitimité semblent finalement bien moins indexées sur l'identité de l'institution qui porte la prescription que sur la récurrence de cette prescription dans l'espace public, finissant par la rendre incontournable. Karim est célibataire, il est souvent seul pour les repas, mais pas toujours. Lorsqu'il prépare ses repas, il s'efforce de se donner quelques repères mais qu'il ne rattache pas à des contenus précis. Pour les légumes, il sait juste « qu'il faudrait en manger tous les jours ». La question apparaît totalement déproblématisée, tant du point de vue de la maîtrise des savoirs qui régulent ces pratiques que du point de vue de l'autorité qui les fonde, puisque la prescription est finalement celle que Karim finit par s'imposer lui-même.

*« Heu si moi je cuisine, je fais, par exemple... Des pâtes bien entendu, quand je suis seul, heu... Des pizzas, des soupes, et parfois, j'essaye d'intercaler, une fois par semaine des légumes. Histoire de prendre un peu ma dose hebdomadaire... Ou bi-hebdomadaire...
- Il y a une dose hebdomadaire ? »*

Gouverner les conduites

- Non, je sais pas si il y a une dose hebdomadaire, mais je me dis, j'en mange pas tous les jours, je sais que normalement il faudrait en manger tous les jours mais j'ai la flemme. Bon enfin concrètement donc heu... Il y a un moment je me suis fait des choux fleurs, et j'ai mangé que ça, bon c'est vrai qu'à la fin c'était un peu écœurant quoi... (Rire) Je me suis dit ben comme ça, je sais pas ce qu'il y a comme vitamines ou minéraux dans le chou fleur, mais je me suis dit comme ça, t'es tranquille pour un moment ! En ce qui concerne le chou fleur ! » (Karim, employé, 47 ans, célibataire, appartement en ville)

De ce point de vue, d'autres moments de la trajectoire de vie vont au contraire mettre en exergue l'introduction d'une problématisation plus importante des formes de gouvernement et donc ouvrir la porte à des formes de négociation. L'arrivée des enfants est de toute évidence l'un de ces moments et nous avons vu notamment que la survenue de nouvelles règles vient aussi bousculer des routines et forcer la réflexivité, probablement de manière plus prégnante pour les classes moyennes. Mais le départ du foyer parental est aussi significatif de ces moments de renégociation. S'agissant de la nutrition, les règles sont, de manière emblématiques, souvent associées à deux formes d'autorité avec lesquelles le jeune adulte peut vouloir manifester sa rupture : les parents et les pouvoirs publics. Dans l'extrait suivant, Rémi, que nous avons évoqué plus haut, est étudiant. Il cite assez directement plusieurs messages de santé publique conçus par l'action publique (« manger-bouger » de l'INPES), ce qui permet de constater qu'il les a d'une manière ou d'une autre enregistrés. Mais il refuse de leur accorder une légitimité supérieure à ce qui serait ses propres pratiques, autonomes et instinctives. Ses propos témoignent donc autant de la liberté qu'il veut prendre à leur égard que de sa capacité à identifier leur présence dans l'espace public.

« Normalement je mange pour deux raisons : pour manger et parce que j'aime bien manger. j'aime bien ce qu'est bon, enfin ce qui me plaît, mais il y a des jours aussi où je mange pour manger, en fait le fait de bien manger ça va intervenir occasionnellement, pas pour... les raisons de santé, j'ai un peu envie de dire on s'en fout pour faire le clash parce qu'aujourd'hui on nous le rabâche sans arrêt, bon y a pas un prospectus sans qu'y ait manger bouger, enfin y'en a plein quoi, tiens j'en vois un là... Voilà un truc de pizza, un prospectus, même peut être écrit en petit « pour votre santé évitez de grignoter entre les repas ». Partout partout tu l'as ce truc ... Alors que bon t'apprends à écouter ton corps un peu et puis voilà faut faire gaffe, tu sais qu'il ne faut pas te nourrir de sucre constamment, et puis tu bouges quoi, tu vas pas sur manger-bouger pour apprendre ce qu'il faut faire ! » (Rémi, 21 ans, étudiant, célibataire, appartement urbain).

La question de la légitimité peut aussi se poser au sein même du foyer. Comme nous l'avons indiqué plus haut, les familles sont aussi des lieux de tensions dans lesquels doivent s'articuler des pratiques alimentaires pouvant souscrire à des prescriptions différentes. Cela peut apparaître au moment de la mise en couple, mais aussi lorsque les enfants grandissent et deviennent plus rétifs à l'autorité, notamment de la mère, dans ce domaine. Ces moments font alors apparaître de manière beaucoup plus claire la question de la légitimité de l'autorité

portant la prescription. Nathalie tente depuis plusieurs mois d'alerter sa fille adolescente sur sa surcharge pondérale. Consciente que son statut de mère ne lui donne pas suffisamment de légitimité sur ce plan, elle fait appel à un médecin pour mettre sa fille face à un diagnostic qu'elle avait parfaitement été en mesure d'établir seule, sans toutefois parvenir à sa mise en œuvre par l'adolescente.

« Elle n'écoutait pas, elle entendait, mais elle n'écoutait pas, elle n'admettait pas... Et on est allé voir une endocrino y a deux mois et demi, et elle lui a fait prendre conscience que ce que je disais c'était vrai, et il fallait arrêter les pains au lait... Pas définitivement, mais avoir un jour exceptionnel dans la semaine où on pouvait manger ça. Voilà, ça et activité physique deux fois dans la semaine ; et surtout faire attention à ce qu'on mange le matin, aux repas... Mais il fallait l'entendre par une personne extérieure, c'est ce qu'elle m'a dit la dame, vous êtes sa maman, c'est normal qu'elle ne vous ait pas écouté ! » (Nathalie, 32 ans, auto-entrepreneur, deux enfants, maison milieu rural)

Par conséquent, certaines situations du parcours de vie sont particulièrement favorables à la négociation de prescriptions qui peuvent être à d'autres moments de la vie au contraire fortement déproblématisées. C'est aussi parce que ces moments constituent bien des étapes où se renégocient des contraintes et des ressources. Il convient donc de revenir plus précisément sur la question de la négociation des prescriptions en relation avec les contraintes familiales et économiques.

b. La négociation des prescriptions : entre contraintes et dispositions sociales

La classification ascendante hiérarchique obtenue à partir de l'ACM a fait apparaître deux autres groupes que les trois mentionnés plus haut. Ces groupes sont des familles avec enfants : les familles aux revenus les plus faibles constituent un groupe à part, (« familles populaires » sur les graphiques) ; les autres constituent un groupe plus hétérogène, au regard de leurs conditions de vie comme au regard de leurs préoccupations (« familles moyennes »). Ces deux groupes se différencient par une proportion nettement plus élevée de ménages qui comparent les prix dans les familles populaires, reflet de conditions de vie plus difficiles, ainsi que par une sensibilité plus grande aux marques de distributeur, et au contraire un moindre intérêt pour les autres allégations étudiées (biologique, allégations santé, allégé). Ces résultats fournissent un écho particulièrement intéressant à certaines observations dans l'enquête qualitative. Nos enquêtés ont en effet régulièrement fait état d'une réalité qui suggère qu'entre les règles de ce qu'ils considèrent être la bonne manière de s'alimenter (quelle qu'elle soit) et la mise en pratique s'interpose tout un monde de contraintes sur lesquels ils n'ont pas toujours la main. Les enquêtés dont les budgets étaient particulièrement serrés (surtout des étudiants dans notre groupe d'observation et quelques retraités seuls) ont largement mis en évidence la

difficulté de rendre compatibles des prescriptions avec des fortes contraintes économiques, c'est vrai des prescriptions nutritionnelles, qui pourtant visent la santé individuelle, ça l'est encore plus des prescriptions de nature plutôt environnementale, qui visent un bien-être plus collectif. On ne s'étonnera pas que les groupes des familles modestes accordent un moindre intérêt pour les produits biologiques, allégés ou porteurs d'allégations santé, qui sont aussi des produits plus chers que les autres. Ces deux groupes ont aussi pour point commun une faible proportion de gros consommateurs de légumes, ce que l'on peut expliquer, pour les familles modestes par le coût élevé de ces produits, mais qui pourrait paraître paradoxal pour l'autre groupe constitué de familles plus hétérogènes sur le plan socioéconomique.

C'est que finalement la contrainte budgétaire, en dehors du cas très spécifique des familles en situation de forte précarité économique (nous n'en avons pas dans notre groupe d'observation), est rarement la seule contrainte avec laquelle doivent s'articuler les normes autour de l'alimentation. Les familles auprès desquelles nous avons enquêté, qu'elles soient monoparentales ou biparentales se décrivaient toutes comme particulièrement bousculées par les contraintes logistiques d'organisation de la vie familiale. La faible consommation de légumes peut aussi être interprétée comme relative au fait que les légumes, comme nous l'ont rappelé nombre des familles enquêtées, sont rarement le plat préféré des enfants et supposent donc d'importantes négociations intra-familiales. Plus généralement, des travaux conduits sur les mêmes données (panel Kantar 2007) montrent que les ménages avec enfants consomment moins de légumes par personne en moyenne que les ménages sans enfants (Plessz et Gojard 2010). On sait que les classes populaires les consomment peu, leur préférant des plats plus roboratifs et consensuels (Régner et Masullo, 2009), mais les autres classes sociales sont aussi confrontées à ces problèmes de préférence des enfants : comme nous l'avons vu plus haut, les mères des classes moyennes à supérieures doivent ruser en permanence, ce qui n'est pas toujours compatibles avec les contraintes temporelles. Par ailleurs, sur ce point, il convient aussi de rappeler que les légumes nécessitent toujours un minimum de préparation (sauf pour les conserves et surgelés). Cette observation est congruente avec le fait que les deux groupes de familles identifiés par la classification ont également pour point commun une proportion relativement élevée de consommateurs de salades en sachets. Ce produit s'est largement imposé dans les foyers où il est consommé parce qu'il permet à la fois de concilier des exigences de qualité nutritionnelle de l'alimentation et des contraintes de pression temporelle élevée. On voit ici que ce produit, pourtant souvent beaucoup plus cher que son équivalent en produit frais, ou même que d'autres légumes transformés est consommé fortement à la fois par une forte proportion des familles modestes et des familles plus aisées.

Ceci tend à corroborer le fait, largement observé en situation d'entretiens, que les contraintes budgétaires interviennent rarement seules et beaucoup plus souvent avec d'autres types de contraintes et notamment : celle de l'harmonie familiale, dont le repas est l'un des éléments importants, et celle de la gestion du temps rendue plus aiguë par l'augmentation de l'emploi des femmes, mais aussi de la proportion de familles monoparentales.

La négociation des normes et des prescriptions ne se fait donc pas dans le cadre d'un rapport direct entre des règles qui seraient disponibles dans l'espace public et des pratiques qui seraient celles de l'espace domestique, mais s'inscrit plutôt dans un champs assez complexe de ressources et de contraintes que les individus articulent pour régler leurs pratiques. En matière d'alimentation les pratiques sont en outre indexées sur les produits disponibles sur les différents marchés où le ménage s'approvisionne, comme le notait déjà DeVault (1991).

Il convient alors de considérer que ces ressources et contraintes sont aussi fortement déterminées socialement. L'analyse quantitative relève la faible attention des foyers modestes aux allégations alimentaires, ce qui est moins le cas des ménages plus aisés. Les contraintes budgétaires n'expliquent pas tout. Le contraste est aussi forcé par le fait que les personnes très diplômées révèlent de fortes dispositions à questionner l'alimentation, dispositions qui sont très intégrées et naturalisées. Carole est maître de conférences et les personnes de niveau de diplôme élevé multiplie les canaux d'information pour se documenter sur l'alimentation, elle lit et consulte Internet à ce sujet, mais échange aussi, sans forcément s'en rendre compte, avec son réseau amical et professionnel à ce sujet. Pour elle, cette démarche est considérée comme relativement « ordinaire » et elle ne se sent pas nécessairement plus experte qu'une autre sur la question. Les prescriptions qu'elle articule régulièrement lui semblent des plus anodines et partagées.

« Oui mais ça on est de plus en plus à le savoir je pense, il y a une information qui passe. [...] J'ai lu, des fois je vais regarder sur Internet pour savoir un truc, les plantes aussi pour les infusions, je fais toujours gaffe quoi, je pense qu'on est tous informés maintenant. Oui ça m'intéresse, enfin ça peut m'intéresser mais j'ai un savoir qui n'est pas expert. C'est plutôt l'amateur ou la personne ordinaire, la femme ordinaire, de plus en plus aujourd'hui qui connaît un peu les produits. Je sais qu'il ne faut pas que j'évacue le beurre car c'est de la vitamine A, donc je le sais un peu... les huiles je sais que certaines huiles sont plus performantes que d'autres, le pain je ne vais pas acheter du pain à la farine blanche mais à la farine complète, les pâtes c'est pareil » (Carole, 37 ans, maître de conférences, célibataire, appartement urbain)

Pourtant, les discours des enquêtés appartenant aux classes populaires mentionnent rarement Internet comme source d'information pour régler les conduites en matière d'alimentation. La réflexivité que l'on observe chez nos enquêtés des classes moyennes est très largement construite par les réseaux d'appartenance dans lesquels ils s'inscrivent, qui leur fournissent un

ensemble de ressources et contraintes supplémentaires pour la négociation des prescriptions autour de l'alimentation. La trajectoire de Sylvie est à cet égard intéressante. Issue des classes populaires, elle en a gardé les principaux réflexes pour l'alimentation. Elle fait attention aux prix mais consacre une part très importante de son budget à l'alimentation pour bien nourrir ses enfants et qu'ils ne manquent de rien sur ce plan. Elle consomme beaucoup de légumes, notamment parce qu'elle adore ça, mais veille à faire deux fois par semaine les plats de leurs choix aux enfants dont l'aîné a 15 ans. Fleuriste de formation et habitant en milieu rural, elle dit aimer tout ce qui touche à la terre et a finalement sur certains plans une alimentation assez proche de celle de certaines classes moyennes qui se sont beaucoup documentées sur l'alimentation par les livres et les réseaux : elle fait par exemple très attention à tous les additifs et privilégie ce qu'elle appelle une alimentation naturelle, elle fait elle-même son pain et achète auprès de producteurs locaux.

« Moi, franchement, quand je vois label, je pense à industrie quoi, et ça ne me plaît pas du tout, donc je vais plutôt aller vers les petits producteurs. Et être sûre que c'est du bio. Parce que on peut me dire que c'est du bio, et puis qu'il y ait plein d'insecticides, plein de trucs dedans... Les labels pour moi, c'est que ça a été industrialisé, j'aime pas ça... J'aime pas les labels. - Et d'après toi qu'est ce qui va te permettre de savoir que le petit producteur fait du bio ? » Parce que c'est la proximité, parce que je le connais à force, et parce que je prends les légumes de saison, parce que forcément sinon... s'il me vend des carottes, on va dire, en mars, et qu'il me dit c'est bio, je vais lui demander s'il me prend pour un jambon ! » (Sylvie, 35 ans, sans emploi, deux enfants, appartement milieu rural)

Cependant, là où le discours de Carole survalorisait les savoirs issus d'Internet, des livres ou de ses réseaux amicaux, Sylvie reste assez peu prolixe sur ce qui fonde ses choix, les savoirs dont elle fait état sont largement incorporés. Si elle fait son pain c'est pour retrouver le pain « à croute épaisse de son enfance » et parce qu'elle a le temps, si elle achète auprès de producteurs, c'est parce qu'elle est en milieu rural et qu'elle les connaît « à force ». Ainsi, on retrouve certaines formules proches de celles de consommateurs des classes moyennes très attirés par des pratiques alimentaires réflexives, comme la « proximité », ou les « pesticides » devenus ici les « insecticides », ce qui n'est guère étonnant tant les médias mentionnent régulièrement ces notions. Mais là où les choix des classes moyennes sont rendus ultra-réflexifs par la volonté de les mettre à distance, de les adosser à des savoirs, les choix de Sylvie sont au contraire incorporés et renvoient à son goût pour la terre et à ses habitudes (les producteurs qu'elle connaît, ce en quoi elle croit, ce qu'elle aime). Il nous semble alors possible de considérer que les formes de négociation des prescriptions sont assez différentes selon les dispositions sociales. La faible attention allouée aux allégations alimentaires et le rejet du bio par les classes populaires, mis en avant par les résultats de notre analyse quantitative pourraient alors ne pas seulement être expliqué par la situation économique des

Gouverner les conduites

ménages, mais aussi être mis en résonnance avec ce que montre l'enquête qualitative sur des dispositions sociales contrastées, conduisant les classes moyennes à s'inscrire dans un rapport volontiers problématisé et distancié avec l'alimentation, là où les classes populaires valorisent plutôt un rapport incorporé.

Le rapport aux formes de gouvernement des conduites se présente dans certain cas comme relativement stabilisé (qu'il s'exerce sous la forme d'un rejet ou au contraire d'une adoption) et dans d'autre cas comme plus ouvert, plus sujet à une négociation, à de nouvelles formes d'adoption des prescriptions ou des normes qu'elles contiennent. On peut alors faire l'hypothèse que certaines trajectoires sociales mettent les acteurs en situation de renégocier leurs pratiques sociales et notamment les règles qui pèsent sur elles, il s'agit notamment des trajectoires qui sont marquées par des redéfinitions régulières des environnements sociaux, qui offrent un contact avec de nouvelles règles ou avec les mêmes règles mais portées par des collectifs différents. On sait que ces trajectoires sont plus fréquemment celles des classes moyennes, ou des classes populaires en ascension sociale, là où les classes populaires et les classes supérieures ont plus souvent accès à des environnements sociaux plus stables tout au long de leur trajectoire de vie. Ces trajectoires qui donnent accès à des ressources sociales plus fréquemment renouvelées offrent aux acteurs des occasions régulières d'être exposés à de nouvelles formes de gouvernement dont ils vont négocier les contenus et qu'ils vont combiner avec les autres ressources normatives déjà mobilisées. Les points de bifurcation sont par conséquent des moments particulièrement favorables à l'introduction de ce rapport négocié aux formes de gouvernement des conduites.

Conclusion

Saisir les formes de gouvernement des conduites à partir des pratiques qu'elles visent à cadrer pose d'importants problèmes méthodologiques cela suppose notamment d'être en mesure de rattacher chaque pratique à une prescription qui la guide. La tâche est d'autant plus vaine que les acteurs eux-mêmes ne sont pas en mesure d'opérer une traçabilité et que celle-ci n'a qu'une faible pertinence pour eux. Les pratiques alimentaires sont en effet réglées par de multiples effets de structuration au sein desquels il ne paraît pas possible d'isoler ceux qui sont liées à leur gouvernance. Pourtant, il serait faux de considérer que les pratiques

alimentaires ne doivent rien à toutes les prescriptions qui pèsent sur elles ou même que les acteurs les ignorent. L'option analytique consistant à mettre au jour les conditions dans lesquelles les pratiques alimentaires pouvaient varier dans l'espace social nous est apparue envisageable, à partir d'une part de l'analyse quantitative des achats et des opinions déclarées autour de l'alimentation, d'autre part de l'étude qualitative des descriptions des pratiques alimentaires.

Un élément de variation particulièrement important est alors apparu, tant dans l'étude qualitative que dans l'analyse quantitative, autour du cycle de vie des individus : s'il reste difficile d'isoler d'autres effets pouvant jouer en même temps que le cycle de vie (effets de générations en particulier), il apparaît clairement que les individus font varier leurs pratiques alimentaires au fur et à mesure qu'ils avancent dans la vie et composent et recomposent leur situation familiale et sociale. Des moments spécifiques apparaissent comme des points charnières à l'occasion desquels les pratiques alimentaires peuvent être redéfinies : quand on part de chez ses parents, quand on se met en couple, quand des enfants arrivent au foyer, puis quand ceux-ci quittent le domicile parental et s'installent à leur tour, on est plus susceptible de changer ses pratiques alimentaires et les principes qui les règlent.

L'analyse quantitative met notamment en évidence des groupes relativement homogènes de pratiques alimentaires qui se singularisent les uns par rapport aux autres en fonction de la composition du foyer, du temps consacré à la cuisine et des revenus, nous incitant à creuser dans les entretiens les formes de recomposition des ressources qui se jouent dans ces moments de bifurcation : le temps, le revenu, les relations sociales dans et en dehors du foyer. Ces ressources (et contraintes) semblent cependant rarement jouer seules : les célibataires, qu'ils soient en activité ou non, aisés ou non financièrement, ont tendance à consacrer peu de temps à l'alimentation. Sans ignorer l'existence d'une norme autour du repas équilibré et cuisiné maison, qu'ils ont pu ou pourront plus tard mettre en œuvre, ils la mettent provisoirement de côté. Inversement, l'arrivée d'un enfant est l'occasion d'une recomposition importante des pratiques alimentaires, du point de vue des rythmes et des compositions des repas, et fait entrer dans le foyer de nombreuses prescriptions (que ce soit celles des mères dans les classes populaires ou celles des professionnels de l'enfance et de la santé pour les classes moyennes et supérieures). Ce résultat tend à suggérer qu'à l'occasion de ces moments de bifurcation où se recomposent les ressources du foyer, se recomposent également les schémas prescriptifs, qui peuvent être saisis à leur tour comme des ressources et des contraintes. Cette renégociation des prescriptions ne se fait alors pas indépendamment de la négociation des ressources temporelles, financières et sociales. Par exemple, une mère des classes moyennes

peut vouloir chercher à souscrire à la norme d'un repas équilibré pour ses enfants, tout en tentant de rendre cette exigence compatible avec ses contraintes en temps. Certains produits, comme les légumes surgelés ou en sachet lui apparaissent être des solutions satisfaisantes, là où une autre mère des classes moyennes, sensibilisée à des normes de nature environnementale, y verra au contraire une très mauvaise solution et préférera consacrer plus de temps à l'alimentation en achetant des légumes frais. Inversement, une mère des classes populaires pourra disqualifier ces deux types de normes, au nom du respect d'une règle importante pour elle qui consiste à satisfaire le goût de ses enfants, en leur proposant régulièrement des menus qu'ils aiment quitte à faire peu varier les repas et consacrer une partie importante de son budget à l'alimentation et passer beaucoup de temps à l'approvisionnement pour chasser les promotions sur ces produits (Perrin-Herredia, 2010).

Par conséquent, cette renégociation des ressources temporelles (le temps alloué à l'alimentation), économiques (le budget alloué à l'alimentation), sociales (l'importance accordée aux prescriptions au sein et à l'extérieure du foyer) et prescriptives (normes héritées, messages publics, allégations commerciales) est nécessairement déterminée socialement. En effet, la capacité de négocier ces différentes ressources n'est pas distribuée de la même façon dans l'espace social. Si les ménages les moins aisés consacrent une partie importante de leur budget à l'alimentation, ils disposent cependant en valeur absolue de moins de moyens pour ce poste que les ménages des classes supérieures (Herpin et Verger, 2000). C'est aussi vrai des ressources en temps qui peuvent être négociées différemment selon les cas, les classes populaires disposent souvent de forts réseaux d'entre-aide, au sein de la famille ou dans le voisinage qui permettent de soulager les foyers d'une importante pression temporelle souvent liée aux emplois contraints, là où les classes supérieures, peuvent aussi subir la pression temporelle d'emplois⁷, parfois mais vont pouvoir allouer une part de leur budget à la délégation d'activités ménagères. Les ressources sociales sont également très différemment mobilisées selon les classes sociales. Les classes populaires vont plutôt avoir des réseaux relativement stables tout au long de leur vie et s'appuient plutôt sur un ensemble de prescriptions familiales (Gojard, 2010). Les classes moyennes s'en remettent quant à elles plus facilement aux prescriptions des professionnels, à celles de réseaux plus diversifiés (professionnels, associatifs, Internet) et aux savoirs (plus ou moins) institutionnalisés pour régler leurs pratiques alimentaires. Les premières, par conséquent, manipulent des champs

⁷ C'est particulièrement vrai pour la catégorie des cadres dont le temps de travail peut être jugé à la fois « non mesuré » et « démesuré » (Thoemmes et al. 2011).

normatifs potentiellement plus homogènes et sont beaucoup moins susceptibles de faire entrer de nouvelles normes dans le foyer, même à l'occasion d'une bifurcation, alors que les secondes sont, au contraire, soumises à des prescriptions hétérogènes que leur capital tant social que culturel les pousse à régulièrement problématiser.

Il apparaît donc, contrairement aux hypothèses faites par l'action publique, que la question de la diffusion ou de l'efficacité des formes de gouvernement des conduites relève assez peu de la légitimité des autorités ou des contenus (prescriptions commerciales guidées par l'intérêt économique versus prescriptions publiques guidées par le bien être collectif). Elle ne peut pas non plus être rabattue sur des problèmes de déficit informationnel des acteurs sociaux, puisque la connaissance d'une prescription ne fonde pas sa mise en œuvre : les familles des classes populaires ont plus tendance à disqualifier les normes nutritionnelles qu'à les ignorer. Cette capacité du gouvernement à cadrer les conduites en matière d'alimentation doit plutôt se comprendre à l'articulation de dispositions sociales de classe d'une part et de moments spécifiques du cycle de vie d'autre part.

Bibliographie

Abbott A., 2001, *Time matters*, Chicago: University of Chicago Press.

Becker H.S., 1963, *Outsiders: Studies in the Sociology of Deviance*. New York: The Free Press.

Bellamy, V., Léveillé, L., 2007. « Consommation des ménages : quels lieux d'achat pour quels produits ? » *Insee Première*, n°1165, p. 1-4.

Bove C.F., Sobal J., 2006, « Foodwork in Newly Married Couples », *Food, Culture & Society* Vol. 9, n°1, p. 69-89

Cardon Ph., 2009, « 'Manger' en vieillissant pose-t-il problème ? Veuvage et transformations de l'alimentation de personnes âgées », *Lien social et Politiques*, n° 62, p. 85-92.

Ciosi-Houcke L., Pavageau C., Pierre M., Desjeux D. et Garabua-Moussaoui I., 2002, « Trajectoires de vie et alimentation. Les pratiques culinaires et alimentaires révélatrices des constructions identitaires familiales et personnelles », in Garabua-Moussaoui I., Palomares E. et Desjeux D. (dir), p. 307-329

DeVault Marjorie, 1991, *Feeding the family*, Chicago: University of Chicago Press.

Devine, C. M., Connors, M., Bisogni, C. A., & Sobal, J., 1998, « Life-Course Influences on Fruit and Vegetable Trajectories: Qualitative Analysis of Food Choices ». *Journal of Nutrition Education*, 30(6), 361-370.

- Garabua-Moussaoui, I. 2002, *Cuisine et indépendances. Jeunesse et alimentation*, Logiques Sociales L'Harmattan, Paris.
- Garabua-Moussaoui, I., Palomares E. & Desjeux D. ,2002,. *Alimentations contemporaines*, Harmattan, Paris.
- Gojard, S., 2000, « L'alimentation dans la prime enfance. Diffusion et réception des normes de puériculture », *Revue Française de sociologie*, vol.41, N°3, pp. 475-512.
- Gojard, S., 2010, *Le métier de mère*, La Dispute, Paris.
- Guillon F., . (2003,), « Le marketing des aliments-santé », *Cahiers de Nutrition et de Diététique*, 38 (4), p. 242-249
- Grignon C., 1987, *L'alimentation des étudiants*, Paris INRA-CNOUS.
- Hughes E. C., (1950), 1996, « Carrières, cycles et tournants de l'existence », in Everett Hughes, *Le regard sociologique*, Textes rassemblés et présentés par Jean-Michel Chapoulie, Paris, Editions de l'EHESS, pp. 165-173
- Lamine C., 2008, *Les intermittents du bio : pour une sociologie pragmatique des choix alimentaires émergents*. Paris, Maison des sciences de l'homme.
- Marshall D.W., Anderson A.S., 2002. « Proper meals in transition: young married couples on the nature of eating together », *Appetite* 39(3): 193-206
- Passeron J.-C., 1989, « Biographies, flux, trajectoires », *Enquête*, Biographie et cycle de vie, mis en ligne le 10 février 2006.
- URL : <http://enquete.revues.org/document77.html>. Consulté le 22 avril 2012.
- Perrin-Heredia A., 2010, « Solidarités financières locales: dettes et crédits informels », Actes des journées d'études "Faire crédit dans la France contemporaine".
- Plessz M., Gojard S., 2010, « La consommation de légumes des ménages français : préparation domestique ou achats de produits transformés », ALISS Working paper n° 2010-07.
- Régnier F., Masullo A, 2009, « Obésité, goûts et consommation. Intégration des normes d'alimentation et appartenance sociale », *Revue Française de Sociologie* 50(4): 747-773.
- Régnier F., A. Lhuissier et S. Gojard, 2006, *Sociologie de l'alimentation*, coll. Repères, La découverte.
- Saint Pol, T. (de), 2008, « La consommation alimentaire des hommes et des femmes vivant seuls », *Insee Première*, n°1194.
- Thoemmes J., Kanzari R., Escarboutel M., 2011, « Temporalités des cadres et malaises au travail », *Interventions économiques*, n°43.

Wahlen, S., 2011,. "The routinely forgotten routine character of domestic practices", *International Journal of Consumer Studies*, 35, 507-513.

NB : references supprimées :

Bertaux D., 2001, *Les récits de vie*, Nathan, Paris.

Bourdieu P., 1979, *La distinction. Critique sociale du jugement*, Minuit, Paris.

Cardon Ph., 2007, «Vieillesse et délégation alimentaire aux aides à domicile : entre subordination, complémentarité et substitution », *Cahiers d'économie et de sociologie rurales : Générations et alimentation*, n°82-83, p. 139-166.

Cardon Ph., Gojard S., 2009, « Les personnes âgées face à la dépendance culinaire : entre délégation et remplacement », *Retraite et Société*, n° 56, p. 169-193.

Chiapello E., Hurand A., 2011, « Se détacher de la consommation. Enquête sur les objecteurs de croissance en France », in Barrey S., Kessous E. (dir.), *Protéger et consommer l'environnement. Opposition ou convergence ?*, L'Harmattan, Paris, pp. 113-134.

Cohen, Lizabeth, 2004, *A Consumers' Republic: The Politics of Mass Consumption in Post-war America* New York: Vintage Books.

Coveney J., 2004. "A qualitative study exploring socioeconomic differences in parental lay knowledge of food and health : implications for public health nutrition", *Public Health Nutrition*, 8(3) : 290-297.

De Singly F. (2007). *Le lien familial en crise*. Editions rue d'Ulm, Paris.

Delormier T., Frohlich K. L., Potvin L. 2009. "Food and eating as social practice – understanding eating patterns as social phenomena and implications for public health", *Sociology of Health and Illness*, 31(2) : 215-228

Dubuisson-Quellier S. (2009). *La consommation engagée*. Les Presses de Sciences Po, Paris.

Dubuisson-Quellier, Sophie, 2006, 'Routine et délibération. Les arbitrages des consommateurs en situation d'achat' *Réseaux* 24/135-136 : 253-284.

Garabau-Moussaoui I. (2011). « L'énergie est-elle un enjeu de pouvoir dans la famille ? ». In Barrey S. et E. Kessous (dir.), *Protéger et consommer l'environnement. Opposition ou convergence ?*, L'Harmattan, Paris, pp. 67-90.

Le Bossé Y. (1996).« Empowerment et pratiques sociales : illustration du potentiel d'une utopie prise au sérieux », *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 9, n° 1, pp. 127-145.

Lee J. (1994). *The Empowerment Approach to Social Work Practice*, Columbia University Press, New York.

Miller Daniel, 1998, *A theory of shopping*, New York, Cornell University press.

Muxel Anne, *L'expérience politique des jeunes*. Paris, Presses de Sciences Po, 2001. Rumpala Y., 2009, La « consommation durable » comme nouvelle phase d'une gouvernementalisation de la consommation », *Revue Française de Science Politique*, vol. 59, n° 5.

Sen, Amartya. (2009). *The Idea of Justice*, The Belknap Press of Harvard University Press, Cambridge.

Short, Frances (2006). *Kitchen Secrets, the meaning of cooking in everyday life*, Berg Publishers.

Veblen, Thorstein (1970) [1899], *Théorie de la classe de loisir* (traduit de l'anglais), Gallimard, Paris.

Annexe 1

Méthodologie de l'enquête quantitative

Les panélistes sont muni(e)s d'une scanette semblable à celle des caissières de supermarchés. Chaque achat du ménage sauf le pain et (pour le sous-échantillon Fruits et légumes) la viande, le poisson et le vin non munis d'un code-barres par le fabricant doit être enregistré en scannant le code-barres du produit. Pour les produits sans code-barres du fabricant (typiquement les légumes à la pesée au supermarché ou au marché) le/la panéliste doit peser l'article et l'identifier dans une liste pré-renseignée de produits. Les panélistes doivent également indiquer le prix payé. Les panélistes reçoivent des points qui leur permettent de choisir des cadeaux (appareil photo numérique, cocotte-minute...). Les ménages qui ont fourni moins de 48 semaines de données valides ne sont pas pris en compte dans l'échantillon. Les dépenses de repas à l'extérieur du domicile (cantine, restaurants) ne sont pas recensées : l'appréhension de la consommation à travers ces données est donc limitée aux consommations alimentaires à domicile.

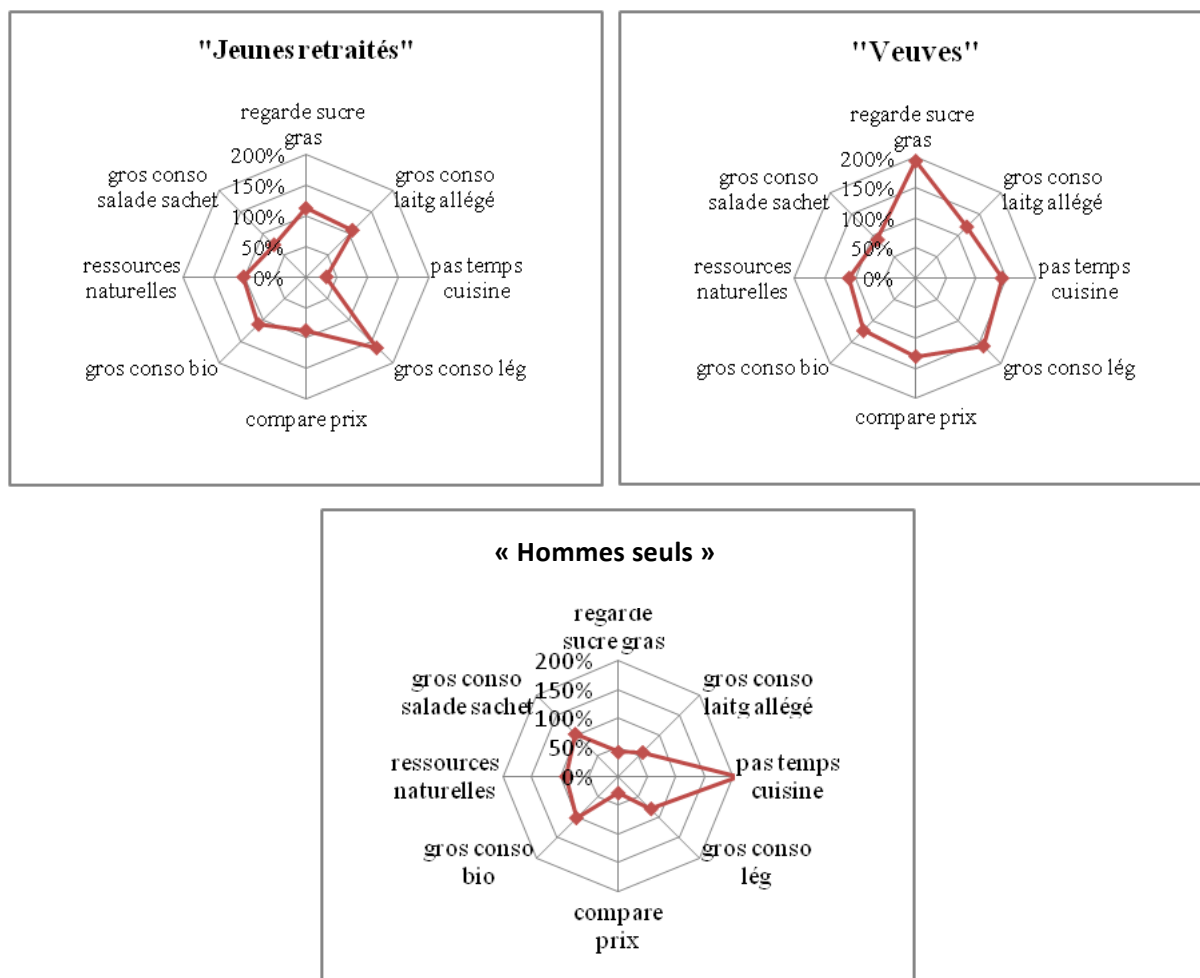
L'échantillon est construit de façon à assurer une bonne dispersion des ménages selon les principaux critères sociodémographiques, mais il reste plutôt marqué par une logique de marketing – ciblée sur les clients des enseignes de grande distribution – et les extrêmes (ménages précaires ou à l'inverse très favorisés) y sont peu représentés-. L'avantage majeur de ces données est qu'elles fournissent des informations très détaillées sur les consommations alimentaires. Nous avons retenu, parmi la liste des questions d'opinion posées aux ménages, celles qui se rattachaient le plus à notre sujet, parce qu'elles décrivaient les pratiques d'achat – « je compare toujours les prix entre les marques avant d'acheter », « je lis la liste des ingrédients sur l'emballage avant d'acheter » – ou les pratiques culinaires – « je passe le moins de temps possible à faire la cuisine », « j'utilise beaucoup de produits pratiques et faciles pour cuisiner vite » – ou encore parce qu'elles étaient révélatrices d'un rapport aux produits ou aux normes : « je suis prêt à payer plus pour des produits biologiques », « les marques de magasins sont d'aussi bonne qualité que les grandes marques », « dans mon comportement quotidien, je m'attache à préserver les ressources de ma planète ». Les caractéristiques des ménages visent à saisir à la fois leur position dans le cycle de vie (âge du panéliste, composition du ménage) et leurs ressources ou contraintes matérielles (revenu) ou symboliques (niveau d'études). La taille de la commune de résidence renvoie aux ressources

Gouverner les conduites

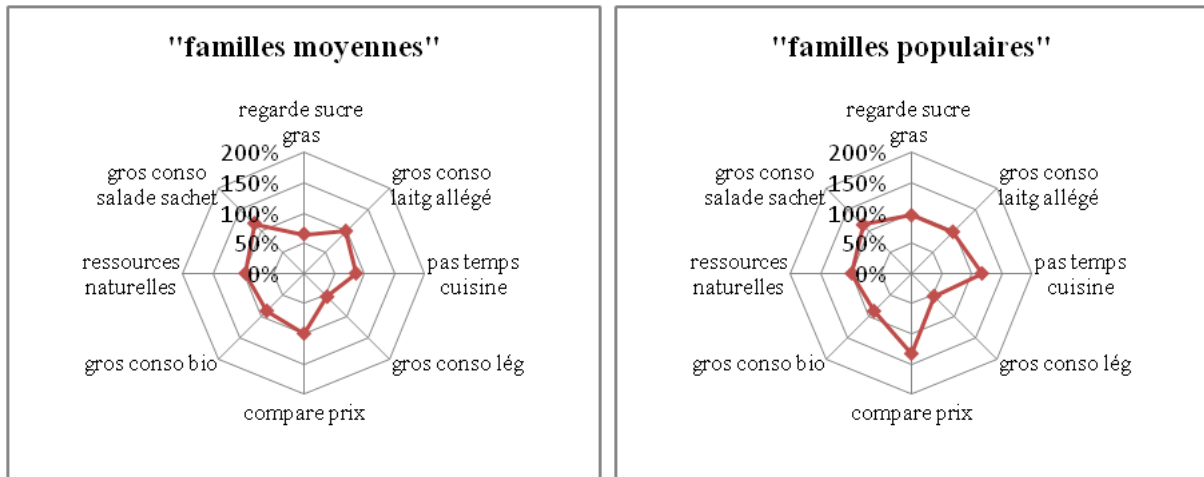
ou contraintes que recèle l'environnement résidentiel des ménages, notamment une approximation de l'offre commerciale et des circuits de distribution accessibles (Bellamy et Léveillé 2007).

Annexe 2

Graphiques décrivant les opinions et pratiques des groupes issus de la classification



Gouverner les conduites



Lecture : les « gros consommateurs » sont les ménages dont les quantités consommées des produits considérés sont supérieures à la médiane des consommateurs (ils font donc partie de la moitié de l'échantillon qui achète ces produits dans les plus grosses quantités). Outre des variables qui entrent dans la construction des axes de l'ACM et donc de la classification (salades en sachet, laitage allégé, produits biologiques temps passé à cuisiner, compare les prix, regarde sucre et gras), le graphique fait apparaître la consommation de légumes et l'accord avec l'opinion « dans ma consommation je m'attache à préserver les ressources naturelles de la planète ».

Les lignes « 100 % » correspondent à la moyenne de l'échantillon : un point situé en dessous indique que la proportion de ménages correspondant à cet item est plus faible que la moyenne, un point situé au-dessus indique au contraire une surreprésentation.